

# INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE



Date : 04/04/2019

**Pays : Côte d'Ivoire**

**Description des tâches : Recrutement d'Un(e) Expert(e) International(e) Chargé (e) de l'analyse des défis en de droits humains en Côte d'Ivoire et de l'établissement de la feuille de route pour l'accompagnement du PNUD et du Bureau du Coordonnateur**

**Numéro du projet : CIV10 - 000112330 Promouvoir l'Etat de droit et les Droits Humain pour consolider la Paix en Côte d'Ivoire**

**Durée du contrat/services (si applicable) : 60 jours ouvrables**

Les Offres devront être soumises à l'adresse indiquée ci-dessous ou par email à l'adresse : [procurement.offers.ci@undp.org](mailto:procurement.offers.ci@undp.org) au plus tard le **19 Avril 2019 à 12h00**. L'offre comprendra un CV, une proposition technique et une proposition financière, placées sous plis scellés distincts, et devra nous parvenir à l'adresse suivante :

**Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)  
Angle Avenue Marchand, Rue Gourgas Plateau en face de la radio  
01 BP 1747 ABIDJAN 01  
COTE D'IVOIRE**

**Si vos propositions techniques et financières ne sont pas scellées dans des enveloppes séparées, votre offre sera rejetée.**

**[Les offres reçues par un autre canal que celui mentionné ci-dessus seront automatiquement rejetées.](#)**

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions par écrit à l'adresse indiquée ci-dessus ou par mail à [procurement.ci@undp.org](mailto:procurement.ci@undp.org) ; nous nous efforcerons de vous les fournir rapidement. Cependant, tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report.

L'offre technique devra inclure les informations et documents nécessaires à l'exécution de la tâche à accomplir :

1. Qualification et expérience dans le domaine (40 points)
2. Plan de travail (10 points)
3. Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR (50 points)

Votre offre financière doit être dans un document séparé de l'offre technique. Nous demandons au consultant de nous faire une **offre forfaitaire** pour la durée de la consultation.

**Les critères d'évaluation retenus sont :**

Le dépouillement s'effectuera en deux étapes :

Le dépouillement des offres techniques :

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères d'évaluation énoncés, seules les offres techniques ayant totalisé au moins 70% de points seront retenues pour l'évaluation financière.

Le dépouillement de l'offre financière :

Les propositions financières seront cotées sur 30 points. L'offre techniquement qualifiée la moins chère sera retenue.

**Les critères d'évaluation technique**

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
1.	Qualification et expérience dans le domaine	40					
2.	Plan de travail	10					
3.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	50					
<b>Total</b>		<b>100</b>					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					
1.2	Expertise avérée sur les problématiques d'état de droit et de droits humains	10					
1.3	Références dans le domaine d'état de droit et de droits humains	20					
		<b>40</b>					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
		<b>10</b>					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique Formulaire 3		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
3.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
3.2	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ? Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	10					
3.3	La proposition intègre-t-elle la dimension genre dans l'ensemble de sa démarche	10					
3.4	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution de la mission ?	20					
		<b>50</b>					

**Recrutement d'Un(e) Expert(e) International(e)  
Chargé (e) de l'analyse des défis en matière d'Etat de droit  
et de droits humains en Côte d'Ivoire et de l'établissement de la feuille de route  
pour l'accompagnement du PNUD et du Bureau du Coordonnateur**

**TERMES DE REFERENCE**

**1. Contexte et justification**

Après la crise post-électorale de 2011 ayant entraîné plus de 3000 morts et plus d'un demi-million personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, la Côte d'Ivoire est engagée sur la voie de la paix et de la stabilité à travers le renforcement de ses institutions démocratiques et de gouvernance. Cependant, le pays fait encore face aux défis majeurs de sortie de crise en matière de cohésion sociale, de renforcement de l'Etat de droit y compris la justice transitionnelle, les droits humains et libertés publiques, de gouvernance démocratique. Ces défis impactent le processus de consolidation de la paix et de cohésion sociale ainsi que la promotion du développement durable.

Avec le retrait de l'ONUCI en juin 2017, l'équipe Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire a élaboré le programme d'appui à la consolidation de la paix (PACoP), basé sur le plan de transition de l'ONUCI. Ce programme se focalise sur (i) la solidarité, la cohésion sociale et la réconciliation nationale, y compris la question de la réintégration des retournés et des rapatriés ; (ii) l'état de droit, les droits de l'Homme et la justice transitionnelle ; (iii) les violences sexuelles et les violences basées sur le genre ; (iv) la sécurité communautaire.

S'agissant de la composante relative à l'État de Droit, la Justice et les droits humains, au-delà des causes structurelles qui affectent le fonctionnement du secteur judiciaire et pénitentiaire notamment les lenteurs et les déficits dans le traitement des conflits fonciers, les limites dans la répression des crimes commis pendant la crise postélectorale y compris les violences sexuelles liées au conflit, le non achèvement du processus de justice transitionnelle, les questions en suspens des réparations en faveur des victimes, la persistance des conflits fonciers etc. restent encore des défis qui pourraient nuire à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

Au regard de ces défis, le PNUD avec l'appui du Bureau du Coordonnateur Résident vient de lancer en appui au Gouvernement de Côte d'Ivoire, le Projet d'« Appui à la promotion de l'Etat de droit et droits humains pour consolider la paix en Côte d'Ivoire »( PEDDH). Ce projet vise à renforcer les capacités de l'État de Côte d'Ivoire à assurer de manière efficace, effective et inclusive les processus de vérité, justice, réconciliation et réparation communautaire en faveur des victimes de la crise, à prévenir et résoudre les conflits fonciers, sources importantes de tensions communautaires ainsi qu'à promouvoir et protéger les droits humains pour une paix durable. De façon spécifique, il s'agira de :1) renforcer les capacités des institutions nationales et OSC pour assurer la mise en œuvre du programme de réparation communautaire et pour parachever le processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire notamment la réponse judiciaire aux violences sexuelles liées aux conflits ; 2) appuyer les acteurs étatiques et les acteurs locaux, y compris les OSC, pour renforcer la gouvernance foncière et prévenir et régler les conflits fonciers en recourant notamment aux modes alternatifs/communautaires de règlement des

conflits ; 3) renforcer les institutions nationales notamment la CNDH, le comité interministériel et les OSC pour promouvoir et protéger les droits humains en assurant une collaboration effective avec les organes de traités relatifs des droits humains.

Dans la perspective d'établir une feuille de route pour le projet PEDDH et définir une approche d'accompagnement innovante et efficace du PNUD aux acteurs nationaux, la représentation du PNUD en Côte d'Ivoire recrute **Un(e) Expert(e) International(e)** de haut niveau, disposant d'une expérience en matière de droit de l'Homme et ayant une bonne connaissance et expérience de tous les aspects liés à la mise en œuvre de programmes et projets en matière d'Etat de droit et de droits humains.

Il/Elle travaillera sous la supervision d'ensemble du Représentant Résident du PNUD, la supervision directe du Spécialiste Programme Gouvernance et en étroite collaboration avec le bureau du Coordonnateur Résident et l'équipe projet dans le développement la feuille de route. Il/elle veillera à la prise en compte des orientations de toutes les parties prenantes pour assurer la cohérence des différentes interventions du projet.

## **2. Objectifs de la mission**

Sur la base d'un examen global de la problématique de l'Etat de droit et des droits humains en Côte d'Ivoire, l'objectif de la mission de l'Expert(e) International(e) est de réaliser, sous la supervision du Représentant Résident du PNUD, et en étroite collaboration avec le Spécialiste Programme Gouvernance et le bureau du Coordonnateur Résident, un diagnostic actualisé de la situation des droits humains et de l'Etat de droit en Côte d'Ivoire et établir une feuille de route pour un accompagnement innovant et efficace du PNUD et du Bureau du Coordonnateur Résident aux autorités nationales.

De façon plus spécifique, il s'agira de :

- Réaliser une analyse des défis en matière de droits humains et d'Etat de droit en Côte d'Ivoire,
- Proposer une démarche d'accompagnement du PNUD et du bureau du Coordonnateur Résident pour un appui renforcé aux initiatives nationales et à l'ensemble des acteurs intervenant sur la problématique,
- Identifier les opportunités de partenariats à développer en tenant compte des priorités nationales du moment et spécificités de la Côte d'Ivoire,
- Sur la base des résultats attendus du PEDDH, passer en revue le plan de travail et la stratégie d'intervention et faire toute proposition de réorientation ou d'ajustement dans une perspective d'efficacité.

**Le/la consultant (e) devra pleinement intégrer la dimension genre dans l'ensemble de sa démarche, dans ses analyses et dans les produits attendus. Modalité d'exécution et méthodologie d'intervention.**

En plus d'une revue documentaire, l'Expert(e) International(e) devra privilégier une approche très participative. A ce titre, devront être consultés dans le cadre de cette mission notamment :

- Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme,
- Le Secrétariat d'Etat en charge des droits de l'homme,
- Le Ministère de la solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté,
- Le Conseil National des Droits de l'Homme,
- Les autres partenaires nationaux et internationaux dont les activités ont un lien avec la promotion et la protection des droits humains.

### 3. Produits attendus

La mission devra fournir les produits suivants :

- **Un plan de travail au démarrage de la mission** avant d'entrer dans l'exercice de collecte d'informations. Ce plan détaille la compréhension de l'Expert(e) par rapport aux éléments qui sont recherchés. Il doit inclure un programme détaillé des tâches, activités et prestations, en désignant la responsabilité de chaque tâche ou produit,
- **Un aide-mémoire** retraçant les principales conclusions de la collecte d'informations ;
- **Un rapport de mission provisoire** à soumettre au PNUD, au bureau du Coordonnateur Résident et aux principales parties prenantes pour observation au terme de l'analyse des défis, de la proposition de démarche d'accompagnement et de l'établissement de la feuille de route du projet et comprenant notamment les parties suivantes :
  - Analyse des défis en matière d'Etat de droit et de droits humains en Côte d'Ivoire,
  - Approche d'accompagnement du PNUD et du bureau du Coordonnateur Résident pour relever les défis identifiés
  - Opportunités de partenariats et de mobilisation de ressources,
  - Feuille de route du PEDDH et orientations stratégiques.
- **Le rapport final de la mission** prenant en compte les commentaires des partenaires de mise en œuvre du projet.

### 4. Durée de la mission

La mission est prévue pour une durée de **60 jours ouvrables** comprenant toutes les étapes : de la prise de contact à la remise d'un document de rapport. Elle devra commencer à partir de la date de signature du contrat de prestation.

### 5. Qualifications et compétences

#### **Education :**

Diplôme d'études supérieures de droit, droits de l'Homme, sciences humaines et sociales ou tout autre titre jugé équivalent.

#### **Expérience :**

- Au moins 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des droits de l'Homme (monitoring, enquêtes et rapports de droits de l'homme) ;
- Expérience avérée dans la rédaction d'outils de formation et la formation ;
- Expérience avérée dans l'évaluation des organisations de la société civile ;
- Expérience de travail dans des contextes de transition ;
- Expérience de travail en Afrique est un avantage ;
- Connaissance des dynamiques socio-politiques nationales et régionales est un avantage ;
- Expérience de travail avec les Nations Unies est un avantage ;
- Très bonnes capacités de communication et de persuasion et respect de la diversité culturelle ;
- Aptitude à intégrer la problématique du genre ;
- Capacité à respecter les échéances dans la production des résultats ;

- Excellentes compétences sociales et organisationnelles ;
- Excellentes capacités d'analyse et de rédaction ;
- Bonnes connaissances en informatique.

### **Langues :**

Maîtrise parfaite de la langue française.

Bonne connaissance de l'anglais.

### **Modalités pratiques de soumission**

Le dossier de candidature devra comporter pour chaque consultant(e) :

1. Le CV du/de la consultant(e),
2. Une offre technique, qui reprendra clairement un descriptif de la méthodologie proposée par l'Expert(e), une proposition de calendrier, un listing du matériel souhaité pour accomplir la mission et un listing des documents souhaités pour consultation avant mission (les documents ne seront transmis qu'au candidat retenu).
3. Une offre financière.

## **6. PAIEMENTS DU CONSULTANT**

Le/La consultant(e) retenu(e) sera rémunéré(e) sur la base d'une offre financière acceptée par le PNUD à l'issue d'un processus de sélection compétitif.

<b>DELIVRABLES</b>	<b>Montant</b>
Plan de travail validé et certifié	20%
Rapport provisoire	50%
Rapport final après validation	30%

## **7. Les critères d'évaluation technique**

<b>Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques</b>		Note maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
01.	Qualification et expérience dans le domaine	40					
02.	Plan de travail	10					
03.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	50					
	<b>Total</b>	<b>100</b>					

<b>01 – Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1</b>		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
<b>Expertise / Qualification et expérience dans le domaine</b>							
1.1	Diplômes	10					
1.2	Expertise avérée sur les problématiques d'état de droit et de droits humains	10					
1.3	Références dans le domaine d'état de droit et de droits humains	20					
		40					

<b>02 – Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2</b>		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
<b>Plan de travail</b>							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
		10					

<b>03 -Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 3</b>		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
<b>Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR</b>							
3.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
3.2	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ? Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	10					
3.3	La proposition intègre-t-elle la dimension genre dans l'ensemble de sa démarche	10					
3.4	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution de la mission ?	20					
		50					

## 8. Critères de sélection

Le/La soumissionnaire ayant soumis l'offre techniquement conforme et la moins disante sera retenu.

## 9. X. Détails des coûts

Détail des couts par élément :

Elements	Coût Unitaire	Quantité	Cout total pour la durée du Contrat
<b>I. Coûts du Personnel</b>			
Honoraires			
Assurance vie			
Assurance maladie			
Communications			
Transport			
Autres (Mentionner svp)			
<b>II. Frais de voyage afin de rejoindre le lieu de la Consultance</b>			
Billet d'avion de la destination d'origine à la destination de la Consultance			
Frais de subsistance (selon le taux en vigueur et applicable au Système des Nations Unies)			
Assurance voyage			
Frais de voyage			
Autres (mentionner svp)			
<b>III. Voyages dans le cadre de la Consultance</b>			
Frais de transport			
Frais de subsistance			
Assurance voyage			
Frais de voyage			
Autres (mentionner svp)			

N/A : Non Applicable